

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIERI SERGE SAS

10 rue Galilée
ZI Nord
13200 Le Sambuc

Références : D-00811-2024/LRAR N°1A 214 145 3385 4
Code AIOT : 0006400925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement VIERI SERGE SAS implanté 10 rue galilée ZI Nord 13200 Arles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du PPC ainsi que de la nouvelle répartition territoriale de l'Unité inter Départementale Vaucluse-Arles et du changement d'inspecteur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIERI SERGE SAS
- 10 rue galilée ZI Nord 13200 Arles
- Code AIOT : 0006400925
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SAS VIERI Serge est spécialisée dans la collecte et le tri de métaux, batteries, VHU, etc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plans des locaux et schéma des réseaux.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
3	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Demande d'action corrective	3 mois
5	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Caractéristique des sols.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.	Sans objet
7	Affichage de l'agrément	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des moyens de lutte contre l'incendie et des rétentions est bien réalisé périodiquement et les justificatifs ont été présentés à l'inspection par l'exploitant le jour de la visite d'inspection. Il a néanmoins été constaté le jour de l'inspection que plusieurs RIA étaient non conformes.

Un plan d'évacuation est bien présent sur le site mais ne définit pas ni ne localise les différents risques présents.

Aucune consigne d'exploitation n'a été rédigée. Cependant l'entreprise à caractère familial ne connaît pas ou très peu de renouvellement d'employés.

Malgré tout, l'exploitant se voit tout de même dans l'obligation de rédiger et d'afficher les consignes d'exploitation conformément à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012).

Les principales non conformités sont l'entrepasage de VHU par empilement et le dépôt de VHU non dépollués sur sol perméable, risquant d'entraîner une pollution des sols et des accidents liés à

l'instabilité des véhicules empilés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les extincteurs et RIA ont fait l'objet d'une vérification annuelle par la SAS PRO-I-BAT le 23 avril 2024 (Facture N°FN20240929). Trois des cinq RIA avaient un état "Non Satisfaisant". L'inspection a constaté sur place qu'il manquait des étiquettes de vérification sur deux des RIA. Les extincteurs ont été vérifiés et remplacés le cas échéant, et étaient conformes au regard de la réglementation lors de la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit détenir des moyens de lutte contre l'incendie capables de fonctionner efficacement. À ce titre, les non-conformités des RIA doivent être corrigées. L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées un justificatif de conformité des RIA concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plans des locaux et schéma des réseaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un plan d'évacuation positionnant les locaux, les moyens de

lutte contre l'incendie, les issues de secours, mais ce plan ne mentionne pas les dangers présents dans chaque local.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan en mentionnant et en localisant, pour chaque local, les dangers présents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Aucune consigne n'a été établie, ni affichée dans les lieux fréquentés par le personnel. Au dire de l'exploitant, l'entreprise est familiale et ne recrute que rarement du personnel externe.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'établir, de tenir à jour et d'afficher dans les lieux fréquentés par le personnel les consignes mentionnées à l'article 22 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012 portant sur toute "Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage" (rubrique 2712-1).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Il a été constaté la présence d'un fossé étanche pouvant recueillir les eaux d'écoulement susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre. L'exploitant peut pomper les eaux de ce fossé afin de les traiter par un débourbeur/déshuileur et de les stocker dans une citerne. L'évacuation des eaux est faite deux fois par an et l'exploitant a présenté l'attestation de la dernière intervention en date (dernière fois le 04/06/24 par l'entreprise SOLAMAT - N° Bordereau : BSD-20240603-EY82RVFGC (S0092 – 16799153.1.1 - 1)). Un prélèvement est effectué une fois par an par l'APAVE (dernier prélèvement le 12/06/24 - N° de rapport : R134256959-001-1). Les résultats du dernier prélèvement concluent à la conformité des paramètres relevés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).
Constats : Il a été constaté que seize VHU étaient empilés (huit fois deux VHU empilés) sans utilisation d'étagères à glissières superposées (type rack). Ce manquement à la réglementation avait déjà été constaté lors de la visite précédente, en 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de stocker ces VHU empilés en rack ou sans empilement, et en les stockant sur un sol imperméable, conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Caractéristique des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
Constats : Six VHU non dépollués sont stockés sur un sol perméable (terre).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de stocker ces VHU non dépollués sur un sol imperméable ou toute autre solution lui permettant de se mettre en conformité avec la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Affichage de l'agrément

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le titulaire de l'agrément est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation le numéro de son agrément . « Cette même information figure également sur son site internet lorsqu'il dispose d'un tel site. »
Constats : L'inspection a constaté le bon affichage du numéro d'agrément de l'exploitant (N° PR1300005D), de manière visible, à l'entrée de son installation. Les agréments de VHU sont, depuis la parution au Journal Officiel du 25 avril 2020, de l'arrêté ministériel du 14 avril 2020, modifiant l'arrêté du 2 mai 2012, délivrés sans limite de temps. L'exploitant est en conformité avec cette réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite